

L'École a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue rarement atteint.

La rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la

poursuite de la crise sanitaire. La rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages.

Au lieu de cela :

- refus de créer un collectif budgétaire pour la création de postes d'enseignants, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les

écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins

- refus d'annuler les suppressions de postes
- publication de la circulaire de rentrée sans concertation

Encore une fois, le ministre est dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires. Cette absence d'anticipation et de prise de décisions est irresponsable au regard des enjeux de gestion et de sortie de crise.

Il faut un plan d'urgence pour l'éducation !

- À Brest, 11h, place de la liberté

- À Quimper, 11h, place de la résistance



Salaires

Les annonces du Grenelle ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Un renoncement de plus qui ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. Au-delà de la deuxième tranche de la prime d'attractivité, très insuffisante pour rattraper les retards, il est bien difficile de voir de quelconques perspectives de revalorisation pour les années à venir.

Il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels.

Directions d'école

Nos organisations dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, pilotage par l'évaluation.

Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

Baccalauréat

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

Elles appellent les personnels à se réunir dès à présent, y compris avec les parents d'élèves, pour lister les revendications et organiser les mobilisations nécessaires. Nos organisations soutiendront toutes ces actions qui doivent permettre de préparer une action nationale d'ampleur.

Toutes et tous en grève le 23 septembre !

Poursuivons la mobilisation le 5 octobre dans le cadre de l'appel à la grève interprofessionnelle !